

| | | | | | |
|---|----------------------------------|-----------------|----------|---|--------|
| OBJET | J 14 | DATE M 11 | AN 72 | ARTICLE: | A-20-1 |
| | | | | APPROV. | |
| | | | | (à remplir par le Secrétariat) | |
| Propriétés immobilières Bail pour lignes de distribution sur la Réserve Indienne, Doncaster # 17 et mandat d'arpentage | SÉANCE DU: | | | NOV 20 1972 | |
| | (à remplir par le Secrétariat) | | | | |
| | | | | EXPÉDIER AU SECRÉTARIAT, 22 ^E ÉTAGE, AVEC LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE (1 ORIGINAL ET 9 COPIES) | |

| | | | |
|--|---------------------|------------|--|
| PRÉPARÉE PAR: | Robert Guénard | POSTE TÉL. | 760 |
| RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES FOURNIS PAR: | Lionel Lemay | POSTE TÉL. | 763 |
| AUTORISÉE PAR: (SIGNATURE) | <i>R. A. Labrie</i> | TITRE | Roger A. Labrie - Directeur général Approvisionnement |

RECOMMANDATION:

En 1948, par suite d'une entente avec les autorités fédérales, la Coopérative d'électricité de St-Donat construisit deux lignes de distribution à travers la Réserve indienne Doncaster numéro 17, ayant respectivement des longueurs de 3/4 de mille et de 1 1/2 mille.

L'entente n'était que pour une ligne de 18 poteaux, moyennant une considération annuelle de \$247.50 et nous n'avons aucune indication que le loyer aurait été payé après 1961.

En conséquence, auriez-vous l'obligeance d'adopter une résolution permettant à un co-secrétaire de signer le bail, dont projet ci-joint, par lequel Hydro-Québec obtient le droit de maintenir sur ladite réserve deux lignes de distribution électrique sur des lisières de 30 pieds, pour une période de 18 ans débutant le 15 juillet 1964 jusqu'au 14 juillet 1982, moyennant un loyer annuel de \$500 pour les treize premières années soit jusqu'au 14 juillet 1977 et de \$550 pendant les cinq dernières années du 15 juillet 1977 jusqu'au 14 juillet 1982.

Cette transaction est soumise à votre approbation pour permettre à la Commission de prendre connaissance de ce bail sur une Réserve indienne. Le prix nous paraît juste et raisonnable et a été établi selon l'entente qui existait déjà et il est évident qu'on doit payer l'arrérage depuis le 15 juillet 1964. Cette entente a déjà été acceptée lors d'une réunion des chefs de bandes le 14 août 1972.

De plus, auriez-vous l'obligeance d'adopter une résolution autorisant la direction Propriétés immobilières à confier à M. Jacques Poulin, arpenteur-géomètre, les travaux d'arpentage et la préparation des plans et descriptions techniques exigés par le ministère des Affaires indiennes, à un coût fixé entre \$800 et \$1 200.

M. Jacques Poulin ayant déjà exécuté le relevé de la Réserve pour le compte de ce ministère est expérimenté pour faire le travail.

RG/gb
P.i.

| | | | |
|----------------|----------------|--------------|------------------|
| M. R. GIROUX | M. Y. DE GUISE | M. P. DOZOIS | M. B. LACASSE ✓ |
| M. G. GAUVREAU | M. R. A. BOYD. | | M. W. E. JOHNSON |

| |
|---|
| RÉSOLUTION N° AA-963/72 APPROUVÉE À LA SÉANCE DU |
| 20 NOV 1972 |
| <i>Blacorn</i> CO-SECRÉTAIRE |